

Les fous ont-ils pris le contrôle de l'asile ?

Posté le : 23 juin 2009 13:37 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière

Pour un site de commentaire de l'actualité économique, qui est notre vocation, la richesse actuelle nous sollicite de partout : faut-il lancer un grand emprunt national ? Faut-il donner des coups de pouces au SMIC ? Faut-il réformer drastiquement la fiscalité en faveur de l'écologie ? Peut-on échapper à la retraite à 65 voire à 67 ans ?

Nous avons retenu aujourd'hui une réaction qui entre dans la catégorie « attitude » et qui, derrière ses côtés paradoxaux, ouvre des fenêtres sur des aspects historiques et prospectifs assez profonds.

Yves de Kerdrel du Figaro et du Journal des Finances publie en Opinions dans le numéro du 23 juin 2009 un brulot contre une réforme récente lancée par le Président Obama : Les banquiers centraux voient leurs pouvoirs élargis à la supervision des risques systémiques aux Etats-Unis comme en Europe. Pour notre auteur « les fous ont pris le contrôle de l'asile ». « Les apprentis sorciers de la banque et de la finance ont réussi à se faire désigner comme les gardiens de la vertu financière ».

Une telle éruption contre l'establishment financier à qui il ne manque que les hauts de forme pour être le parangon de la plus haute distinction et de la plus exemplaire moralité, dans un journal généralement moins révolutionnaire, est intéressante.

La question de la banque centrale est posée depuis les tout débuts de la banque moderne. Les Etats ont de tout temps eu besoin de financements importants. La création monétaire et la mobilisation de l'épargne concentrée pas trop loin de son pouvoir l'intéressent. Dès le 17^{ième} siècle l'idée s'impose d'une banque particulière qui aurait des privilèges spéciaux et des relations particulières avec l'Etat. Le développement du billet de banque donne à cette idée une impulsion irrésistible. En France cela se passe mal avec le système de Law qui capote assez vite et finit dans le discrédit. L'Angleterre s'en sort mieux avec une banque centrale qui se veut le parangon absolu de la vertu et porte l'idée de la respectabilité là où elle n'était pas spontanément. Il faudra Napoléon désireux de financer son empire et de doter le pays d'une monnaie stable et digne pour qu'une banque centrale renaisse, confiée comme il se doit aux pires profiteurs des biens nationaux que la révolution française ait connu. Les Etats Unis refusent absolument toute banque centrale. Il faudra attendre la veille de la guerre de 1914 pour qu'une banque de ce type naisse et encore, on lui donnera un nom bizarre pour calmer les inquiétudes de ceux qui n'en veulent surtout pas : un système fédéral de réserve, ce ne peut pas être une banque centrale !

La crise de 1929 viendra mettre un terme à tous les systèmes autonomes de création monétaire décentralisée fondée sur des critères prudentiels et non pas sur la régulation d'une banque centrale d'émission (le Canada cédant en dernier en 35-36). A partir de 1971 l'idéologie des changes flottants s'impose : les métaux précieux n'ont plus de rôle monétaire. Les monnaies sont purement administratives (Fiat money pour les anglo saxons). Elles n'ont aucune valeur réelle mais seulement une valeur relative vis-à-vis d'elle-même : le contrôle de l'inflation devient la mission essentielle des banques centrales. Pour éviter les tentations, la majorité des banques centrales deviennent plus ou moins indépendantes des Etats qui, en situation normale, ne peuvent plus avoir recours à la planche à billets. Si la monnaie ne perd pas trop vite sa valeur tout va bien.

Chaque poussée de centralisation a été justifiée par des scandales ou des difficultés financières. La « main invisible » qui permet à des instincts individuels même douteux de servir les besoins

collectifs n'a jamais marché dans le domaine de la finance. Le cycle décennal est clairement lié au cycle du crédit, une purge régulière étant nécessaire pour éliminer les excès des périodes d'euphorie. A chaque crise un peu forte, accompagnée pour les épargnants par la perte de leur dépôt, la régulation a été centralisée et renforcée. Faut-il y voir une montée progressive vers une meilleure maîtrise de la finance ? Il est facile de montrer que non.

La FED est créée en 1913 après la crise bancaire de 1909. Dès la guerre de 14 finie, on connaît la crise de 1921, puis celle de 1929. La FED se révèle incapable de contrarier l'épidémie de faillites bancaires. Il fallut créer une autre institution le FDIC, qui a donné une garantie d'Etat aux dépôts des banques pour que les faillites cessent en 1934-35. Exemple historique qu'une banque centrale est d'abord incapable d'éviter une crise et ensuite de l'arrêter. En France ce fut exactement pareil à tel point que c'est la contradiction entre la politique de déflation menée par le gouvernement Laval et celle, soudain laxiste de la banque centrale, qui fera que la France sera le pays qui souffrira le plus de la crise de 1929 ! Les banques centrales firent profil bas pendant les vingt ans qui suivirent. Il est donc relativement facile de prouver par l'histoire passée que les banques centrales furent toujours de mauvais pompiers et parfois d'excellents pyromanes.

Depuis l'instauration des changes flottants, les choses sont devenues à la fois plus complexes et plus voyantes. Le rôle des banques centrales est clairement de réguler l'émission de monnaie de crédit (par les banques, principales sources de création de monnaie) afin de limiter la hausse des prix.

Pas de chance, le cycle des crises décennales demeure.

L'ennui c'est qu'elles sont généralement aggravées par les banques centrales.

Après le chaos initial qui a suivi l'introduction du système et la stagflation qui en fut la conséquence, le FED provoque avec Volcker un « refroidissement » très sévère qui ramène l'inflation à un niveau plus raisonnable. Vient alors Greenspan qui se moque des déficits extérieurs et lâche la bride à la création monétaire à chaque fois qu'une récession montre le bout de son nez. Le résultat : des bulles financières à répétition et des crises violentes dont on ne sort qu'en préparant la prochaine. Les politiques et les banquiers centraux se prêtent la main aux Etats Unis pour créer les conditions d'une crise aggravée. On supprime les garde-fous mis en place dans les années trente ; on laisse se créer des mastodontes « too big to fail » en espérant qu'ils conquerront le monde ; on développe le crédit dans son volume et dans ses formes sans aucune limite ; on encourage les formes d'assurances crédits et de véhicules de placement les plus dangereux. Après l'explosion du système Greenspan le gourou devient le pestiféré en même temps que son principal bras droit continue sa politique exactement de la même façon : en noyant sous la création de monnaie tout problème de conjoncture.

Il est donc facile de prouver aussi par l'histoire récente que les banques centrales furent toujours de mauvais pompiers et parfois d'excellents pyromanes.

Dans notre article de septembre 2007 ces vérités incontournables nous avaient conduit à écrire : « Quatrième erreur : croire que les banques centrales peuvent enrayer seules le retournement de la conjoncture ». Ce que la suite a amplement prouvé et prouve tous les jours. Si les dépôts en banque des particuliers ont été jusqu'ici sauvés, ce n'est pas par l'action des banques centrales mais grâce à la garantie renouvelée des Etats. Quant à la récession elle se déploie en s'aggravant depuis 2007 sans que l'action des banques centrales ne l'ait en rien ralentie.

Alors oui nous pouvons soutenir Yves de Kerdrel dans son observation : les pouvoirs nouveaux de régulation sont bien accordés sinon à des malfaiteurs du moins à des impuissants. On espère sans preuve que ces nouveaux eunuques issus du sérail financier seront castrateurs pour le plus haut bien public tout en laissant des organes lourdement lestés en testostérone galoper dans le Harem.

On On aurait pu imaginer une approche autrement efficace : Mettre fin aux émissions monétaires dévoyées liées au système des changes flottants, Réduire la puissance des institutions financières en spécialisant les champs d'activités et en évitant les trop grosses concentrations. Interdire certaines pratiques dangereuses comme le transfert vers l'assurance des risques bancaires, le short sur monnaie, les opérations à trop fort levier etc.

En réduisant la pression dans la cocotte minute financière, on réduisait d'autant le besoin de gendarme. Là, on a vraiment l'impression d'une fuite en avant dans l'erreur. On ne fait rigoureusement rien sur les sources fondamentales de la crise (les changes flottants notamment) et on fait grandir la taille du képi sur la tête de régulateurs qui ont montré que la régulation n'était pas possible après avoir pensé qu'elle n'était pas souhaitable.

Un réel problème.